

*À la mémoire de Lola,
petite-fille de mes amis Marcelle et Rony C.,
élève de Première au lycée Sophie-Germain,
assassinée le 13 novembre 2015 au Bataclan, à 17 ans*

« Si la France se laisse intimider par une minorité de gens qui se servent de l'islam pour rejoindre dans un saut étrange la régression que leurs parents ont laissée au pays, c'est qu'elle est en train de mettre en péril d'autres acquis, d'autres valeurs. Il ne faut pas que la France, qui a une longue et belle tradition de lutte pour l'égalité, pour la justice, contre le racisme, se laisse contaminer par une vision du monde rétrograde et intolérante. »

TAHAR BEN JELLOUN, « Contaminations »,
Le Monde du 27 janvier 2004.

INTRODUCTION

7 janvier 2015 : deux jeunes Français, Chérif et Saïd Kouachi, mitraillent à bout portant les journalistes de *Charlie Hebdo*. Le 8, un troisième, Amedy Coulibaly, tue une policière puis le lendemain plusieurs Juifs clients d'une supérette. Cette série d'attentats fait plus de 200 victimes dont 17 morts et 18 blessés graves ; elle laisse aussi 17 enfants orphelins, pupilles de la nation.

10 et 11 janvier : d'imposantes manifestations silencieuses rassemblent les Français, sidérés, qui souhaitent exprimer leur émotion, leur tristesse et leur solidarité avec les victimes, ainsi que leur besoin de « faire corps » et d'une certaine manière de « faire nation ».

Les Français ? Pas tous ! Dans les jours qui suivent, en effet, des journalistes révèlent que dans de nombreux établissements scolaires, les moments de recueillement organisés pour honorer la mémoire des victimes ont été perturbés, voire empêchés par des élèves justifiant ouvertement ces crimes et prenant même parfois le parti de leurs auteurs. Malgré les efforts du ministère de l'Éducation nationale pour dissimuler puis minimiser l'ampleur de ces « incidents », on apprendra plus tard qu'ils ont concerné des milliers de collèges et de lycées, une majorité d'entre eux sans doute dans certaines académies et dans les zones d'éducation prioritaires¹. Une réalité stupéfiante apparaît alors : la perméabilité de la jeunesse musulmane de France à une idéologie qui légitime et alimente le terrorisme, autrement dit à l'islamisme, cet « ennemi imprévu » comme le qualifie Pierre-André Taguieff² !

Aujourd'hui, selon d'autres études, c'est une proportion importante des jeunes musulmans qui est attirée par le repli identitaire, le rejet de la modernité et, pour certains, le fanatisme religieux, la fascination

1. Comme le révèlent notamment les résultats d'un sondage IFOP de mars 2018 auprès d'un échantillon représentatif des enseignants de l'enseignement public.

2. Pierre-André Taguieff, *L'islamisme et nous, penser l'ennemi imprévu*, Paris, CNRS éditions, 2017.

de la violence et la haine de la France. Ainsi, plus des deux tiers des collégiens musulmans déclarent de nos jours préférer obéir à la loi religieuse plutôt qu'à la loi civile. Et seuls 6 % d'entre eux admettent que les espèces vivantes sont le résultat d'une évolution ! Les instituteurs, les professeurs, les responsables institutionnels et politiques n'ont-ils donc rien vu venir ?

Faisant le bilan des 79 attentats (dont 59 déjoués) dont la France a été l'objet de 2012 à 2018, le chercheur en sciences politiques Hugo Micheron note que « dans leur immense majorité, ces actes criminels [...] ont été perpétrés par des Français éduqués à l'école de la République³ ». Constat terrible ! Comment l'école laïque, l'école républicaine, notre école publique, a-t-elle pu ainsi laisser prospérer, voire nourrir en son sein une idéologie aussi opposée à ses valeurs ? Comment en est-on arrivé là ?

Cette « contamination » d'une partie de notre jeunesse par une idéologie régressive et obscurantiste ne s'est pas produite en un jour. Plusieurs alertes ont été lancées dès le début des années 2000 : un ouvrage collectif⁴ en 2002, un rapport de l'inspection générale⁵ en 2004 notamment. Sans qu'aucune conclusion n'en soit jamais tirée par les responsables ! Le déni, la cécité, la lâcheté parfois, l'ont emporté sur le souci de vérité, la lucidité et le courage, dans la société comme dans l'école, dans le monde politique comme dans les établissements scolaires. Partout, pendant vingt ans, la poussière a été systématiquement poussée sous le tapis (chapitre I).

À la suite des attentats de janvier 2015, Manuel Valls, Premier ministre à l'époque, mit en œuvre une vaste opération de sensibilisation des services de l'État, la « Grande mobilisation pour les valeurs de la République ». Mais quelques années plus tard, ses résultats dans l'Éducation nationale s'avèrent peu convaincants : les constats officiels (chapitres II et III) et les études scientifiques (chapitre IV) attestent en effet que l'islamisme continue à s'y propager et les atteintes à la laïcité

3. Hugo Micheron, *Le jihadisme français, quartiers, Syrie, prisons*, Paris, Gallimard, 2020, p. 12.

4. Emmanuel Brenner (dir.), *Les territoires perdus de la République*, Paris, Mille et une nuits, 2002.

5. Jean-Pierre Obin (dir.), *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*, Rapport au ministre de l'Éducation nationale, Paris, La Documentation française, 2004.

à s'y multiplier ; elles affectent dorénavant l'école primaire, tandis que leurs auteurs ne sont plus uniquement des élèves, mais souvent aussi des parents et d'autres adultes. Et même parfois des personnels de l'Éducation nationale ! Dès son arrivée au ministère en 2017, conscient de cette situation et semble-t-il déterminé à y faire face, Jean-Michel Blanquer a mis en place un dispositif élaboré de recueil et de traitement de ces atteintes dans les classes et les établissements. Mais une évaluation de l'inspection générale, fin 2019, montre que les informations qui lui remontent ne sont que la partie émergée d'un vaste iceberg et que des parties entières du système éducatif semblent encore lui échapper.

Comment a-t-on pu laisser l'islamisme pénétrer ainsi l'école ? Pourquoi le principe de laïcité n'a-t-il été d'aucun secours pour arrêter sa propagation ? Un principe pourtant simple, qu'aucun parti politique ne conteste vraiment et qui constitue une part de notre identité nationale. Un principe qui nous protège et protège nos libertés, celle de croire ou de ne pas croire, celle de changer de convictions, celle de critiquer les religions comme l'absence de religion, celle pour les croyants de pratiquer leur culte sous la protection d'un État neutre et fort. Et celle, surtout, pour les parents, de confier leurs enfants à l'école publique sans crainte qu'ils y soient harcelés ou endoctrinés.

Où se situent les responsabilités, et d'abord les responsabilités politiques ? Force est de constater la longue impuissance des courants modérés et des partis de gouvernement, leurs divisions, leurs affrontements internes et leur pusillanimité dès qu'il s'agit d'agir face à l'islamisme. Ou même simplement de le nommer ! La droite et la gauche au pouvoir ont mené pendant vingt ans des politiques de Gribouille, incapables d'envisager cette question sur le long terme et de la traiter en profondeur (chapitre v). Quant au centre, vêtu des nouveaux habits qui lui ont permis de conquérir le pouvoir, on s'interroge encore : a-t-il vraiment cessé d'osciller ou de se partager comme hier entre les deux grands pôles de la vie politique ? Autrement dit, sur ce sujet, entre la complaisance et l'angélisme dominant une gauche qui proclame que l'islamisme n'a rien à voir avec l'islam, et les coups de menton xénophobes et le revanchisme diffus d'une droite qui juge que l'islamisme n'est rien d'autre que l'islam conquérant ?

Il faut entrer dans les écoles, les collèges et les lycées pour observer les conséquences désastreuses de ce laisser-faire et de cette impuissance : des enseignants dans le désarroi, peu ou mal formés (chapitre vi),

des chefs d'établissement préoccupés avant tout de maintenir la paix scolaire (chapitre VII), incités parfois à des compromissions par une administration pusillanime (chapitre IX), enfin des parents de plus en plus soucieux de protection et de sécurité pour leurs enfants et qui alimentent la machine à diviser la société par leurs comportements consuméristes (chapitre VIII).

Qui ne voit pas que l'essor de l'islamisme a pour pendant l'inexorable montée des idées d'extrême droite et l'arrivée au pouvoir, partout dans le monde, de leaders populistes élus sur la base de la peur de l'autre, de la haine xénophobe et du repli nationaliste? Et qui ne comprend pas que ces deux dynamiques se nourrissent l'une l'autre, s'accordent au fond pour rejeter toute mixité ethnique et religieuse, et rêvent d'une société d'apartheid social dans laquelle chacun préserverait la « pureté » des siens et pourrait régner en maître sur la « communauté » de ses semblables?

Ce livre se veut un cri d'alarme, il tente de décrire de manière aussi précise et documentée que possible ce qui se passe aujourd'hui dans notre école. En observant ce creuset de notre devenir, il essaie de discerner les sombres lendemains qui se préparent si nous n'agissons pas. Il propose aussi des pistes pour réagir et pour combattre l'islamisme sur le long terme. Et pour construire un autre avenir que celui qui s'annonce si nous laissons les dynamiques sociales actuelles – le fondamentalisme religieux, les séparatismes, les haines et les violences – continuer de se développer dans notre pays (chapitres XI et XII).

I

1995-2015, VINGT ANNÉES DE DÉNI

« Écoutez ceci, peuple insensé et sans cœur, qui avez des yeux et ne voyez point, des oreilles et n'entendez point. »

LA BIBLE, Jérémie 5-21

« Monsieur l'inspecteur général, je dois vous dire que mes deux derniers élèves juifs ont quitté mon établissement cette semaine. »

Je ne comprends pas tout de suite ce que me dit là le principal du collège Longchambon de Lyon, Jean-Paul Chiche. Nous sommes en 1996 ; je suis dans son bureau, à la fin d'une visite menée dans le cadre d'une enquête sur les ZEP¹ commandée à l'inspection générale par le ministre. Les rencontres et les questions à poser aux professeurs, aux élèves et aux parents, les statistiques à examiner avec l'équipe de direction ont rempli ma journée. Et cette petite bombe lâchée en fin de visite ! Peut-être retenue et lancée comme un cri d'alarme par cet homme sympathique et compétent, dont je comprendrai plus tard qu'il porte un nom assez fréquent chez les juifs du Maghreb.

Ai-je donc bien compris ? Je lui fais répéter. Il me raconte alors longuement le quartier des États-Unis et ses barres construites pour accueillir les rapatriés d'Algérie, dont de nombreux juifs ; un quartier à la population très variée avec l'arrivée d'immigrés originaires d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud-Est, mais sans être un ghetto comme certaines cités voisines de Vaulx-en-Velin ou de Vénissieux. Il me décrit aussi les brimades et les violences, verbales et physiques, dont ont été victimes

1. ZEP : Zones d'éducation prioritaires, devenues REP, réseaux d'éducation prioritaires.

ses élèves juifs de la part d'autres élèves d'origine maghrébine pendant de longs mois ; les sanctions, dont plusieurs exclusions, infligées à ces derniers et qui ont fait cesser les agressions à l'intérieur, mais pas sur le chemin du collège. Les départs progressifs des enfants juifs, discrètement exfiltrés et recasés par l'inspection académique dans des collèges du centre-ville ou partis vers l'enseignement catholique. « Ces deux familles, très républicaines, ajoute-t-il, sont celles qui ont tenu le plus longtemps, et puis les parents se sont résignés devant les agressions qui se poursuivaient. »

Je rentre secoué à mon hôtel, en proie à une forte émotion. Que des enfants puissent être persécutés parce que juifs, en France, à la fin du ^{xx}e siècle, dans un collège public de surcroît, me stupéfie. À quelques kilomètres de la maison-mémorial d'Izieu qui a vu la rafle et la déportation vers Auschwitz de plusieurs dizaines d'enfants en 1944 ! Cinq cents ans précisément après l'expulsion des Juifs d'Espagne et du Portugal dont ces enfants-là sont probablement des descendants ! Cela m'est insupportable. J'en veux à cet homme, à son impuissance, à l'impuissance de la police incapable de les protéger, au rectorat qui entretient l'omerta sur ce scandale. Sait-on au ministère ce qui se passe ici, sans doute ailleurs, partout en France peut-être ?

Cette nuit-là, je ne peux dormir. Je rédige une note pour mes collègues inspecteurs généraux responsables de cette enquête sur les ZEP, que je connais bien pour avoir été appelés comme moi au ministère par Alain Savary, premier ministre de l'Éducation nationale de François Mitterrand. Leur rapport paraît quelques mois plus tard : rien sur Longchambon, rien sur ce nouvel antisémitisme en train de se développer au sein même de l'école publique ! Visiblement « ce n'est pas un sujet » comme on dit dans les hautes sphères ; nos experts ont d'autres préoccupations, et bien plus importantes à propos de l'école des quartiers populaires : la nomination et les indemnités des enseignants, le redécoupage de la carte scolaire, les pédagogies à mettre en œuvre... Les persécutions d'enfants juifs ne sont donc pas pour eux « un sujet ». Elles peuvent donc attendre. Elles attendront ! Les responsables communautaires juifs sont d'ailleurs extrêmement discrets alors qu'ils sont forcément informés. J'alerte un ou deux journalistes de ma connaissance : ils me demandent si j'ai des chiffres – ils n'existent pas – ou si je peux leur donner le nom du collège – mais je ne le peux pas. Aucune investigation ne sera donc lancée ; la presse aussi restera muette.

C'est à ce moment-là que j'ai pris conscience qu'une chose importante, grave, était en train de se produire dans notre pays : la montée, chez les jeunes de la deuxième génération de l'immigration maghrébine, d'un intégrisme identitaire, politique et religieux, violent, radical, obscurantiste, qu'on n'appelait pas encore à l'époque « l'islamisme ». Des autorités locales et nationales en avaient probablement connaissance mais la minimisaient, ou peut-être la dissimulaient, et les élus locaux et nationaux ne pouvaient l'ignorer.

Cette complicité objective avait sans doute un ressort hélas assez banal dans le monde politique : l'idée que des problèmes sensibles, même importants, peuvent se régler d'eux-mêmes, que la poussière peut être indéfiniment dissimulée sous le tapis, que les questions de fond et du long terme peuvent trouver d'elles-mêmes leurs solutions : on a déjà assez à faire avec la gestion du système et les urgences du court terme ! Henri Queuille, ministre et président du Conseil de la IV^e République, radical-socialiste corrézien et inspirateur de deux autres présidents corréziens velléitaires, Jacques Chirac et François Hollande, l'avait en son temps théorisé dans un aphorisme célèbre : « Il n'y a aucun problème en politique qu'une absence de décision ne puisse résoudre » !

Il existait aussi d'autres raisons à ce silence général, idéologiques celles-là : le développement à gauche – des salles des profs aux bureaux du ministère, en passant par les labos de recherche universitaires – de courants de pensée qui, d'une manière ou d'une autre, font des immigrés et de leurs descendants des victimes, ce qui légitimerait de taire leurs dérives ; ce qu'on appelle aujourd'hui communément « l'excuse sociologique ».

Voilà ce qui m'a conduit quelques années plus tard, en 2003, à proposer au ministre un thème d'enquête sur les manifestations de l'intégrisme religieux dans l'école, qui allait donner lieu au rapport ministériel connu depuis lors sous le nom de « rapport Obin² ».

2. Jean-Pierre Obin (dir.), *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse...*, *op.cit.*

LA POUSSIÈRE SOUS LE TAPIS

Chaque année, traditionnellement, le ministre signe le programme de travail de l'inspection générale, une institution créée par Bonaparte et qui regroupe plus d'une centaine de hauts fonctionnaires chargés de l'évaluation des politiques scolaires et du contrôle de l'action des enseignants et des cadres. Certaines initiatives viennent du ministre, d'autres des différents groupes composant cette institution. Je propose à mon groupe, chargé du suivi des établissements et de la vie scolaire, de nous saisir du thème des « signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires » ; initiative soutenue par notre doyen, Jean-Paul Delahaye, puis acceptée par le ministre de l'Enseignement scolaire Xavier Darcos, par ailleurs inspecteur général.

La proposition est plus lente à être entérinée par Luc Ferry, à la tête d'un super ministère regroupant l'école, l'université et la recherche. Le clivage gauche-droite est à cette époque encore très marqué, surtout dans un cénacle comme l'inspection générale. Le pouvoir vient de changer de main en passant à droite. Et d'anciens recteurs et membres de cabinets ministériels de gauche ont été recasés à l'inspection, comme c'est l'usage. Il faut donc convaincre Luc Ferry qu'il ne s'agit pas d'un exercice partisan.

Le sujet est délicat, mais les inspecteurs généraux ne sont pas des poussins de la dernière couvée. Nous prenons donc soin, dans la définition de notre étude, de ne pas prêter le flanc à l'accusation d'islamophobie lancée à tout propos, déjà à cette époque, par les Frères musulmans soutenus par leurs compagnons de route d'extrême gauche, pour invalider au nom d'un prétendu racisme toute critique de leurs revendications identitaires. D'autant plus que nous voulons mener une enquête globale pour évaluer si d'autres religions sont aussi le prétexte de dérives, même si l'on en parle peu.

Je choisis avec soin les neuf collègues qui vont travailler avec moi. Finalement, cela donne un groupe assez éclectique mais très politique. Tous ont travaillé en cabinet ministériel, de gauche comme de droite, mais j'ignore totalement leur sensibilité religieuse et leur position sur la laïcité ; et c'est très bien ainsi. L'intérêt pour le sujet est, je dois l'avouer, assez inégal au sein de l'équipe. Nous sommes habitués à nous intéresser aux chefs d'établissement, aux conseillers d'éducation et aux documentalistes, en somme à la gestion des personnels et à leur évaluation, bien plus qu'aux grandes questions de société comme